EXPORTATION DES HYDROCARBURES

Les recettes ont quadruplé durant les 30 dernières années

Les recettes d'exportation des hydrocarbures ont quadruplé entre 1971 et 2007. Le chiffre d'affaires de Sonatrach a été multiplié par 6 durant les 20 dernières années. Les investissements directs étrangers ont atteint un stock de 16 milliards de dollars durant les 10 dernières années.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -Le ministère de l'Energie et des Mines vient de publier des données intéressantes sur l'évolution du secteur entre 1962 et 2007. Selon le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, dans une préface, cette publication établit une comparaison entre les périodes 1962-1999 et 2000-2007. Les évolutions des secteurs des hydrocarbures, l'énergie (électricité et gaz naturel) et les mines sont présentées. Elles sont comparées de manière détaillée entre les deux périodes. Evolution remarquable parmi d'autres, celle des recettes d'exportation des hydrocarbures.

En volumes, ces exportations ont connu une forte hausse entre 1971 et 2007, la moyenne annuelle passant de 72 millions de TEP (tonne équivalent pétrole) durant la période 1971-1999 à plus de 132 millions de TEP pour la période 2007-2007. En valeurs, ces exportations ont atteint 34 milliards de dollars par an durant la période 2000-2007 contre 9 milliards de dollars par an durant la période 1971-1999.

Hydrocarbures : forte évolution en 30 ans

Cette publication relate également l'évolution des indicateurs économiques entre 1988 et 2007 pour la compagnie nationale Sonatrach. En comparant entre les périodes 1988-1998 et 1999-2007, la publication relève que le chiffre d'affaires de Sonatrach a été multiplié par six. Un chiffre passant d'une moyenne annuelle de 395 giga DA (milliards) durant la période 1980-1998 à une moyenne de 2500 giga DA durant l'intervalle 1999-2007. De même, la fiscalité pétrolière a été multipliée par 7 entre 1988 et 2007. Cette fiscalité a évolué en moyenne annuelle de 247 giga DA à 1575 giga DA entre les deux intervalles sus-cités. En outre, le résultat net a été multiplié par 7,5, en évoluant en moyenne annuelle de 40 giga DA à 303 giga DA entre les deux périodes indiquées. Cela sur la base d'un prix du pétrole qui a doublé en 20 ans, passant d'un prix moyen de 19 dollars le baril à 40 dollars le baril entre les deux périodes 1988-1998 et 1999-2007.

Quant aux investissements directs étrangers (IDE), la publication constate qu'entre 1999-2007, le secteur a enregistré un flux moyen d'IDE de l'ordre de 1,8 milliard de dollars par an.

Le stock des IDA a ainsi atteint près de 16 milliards de dollars investis dans les trois secteurs (hydrocarbures, énergie et mines). Un stock d'IDE dont des compagnies américaines et anglaises détiennent à parts égales 23%, des compagnies espagnoles 12%, suivies de l'Australie (9%). Quant aux compagnies italiennes et françaises, elles détiennent respectivement des parts de 8% et de 7%.

Energie : le boom

De manière similaire, la publication indique que le total des investissements réalisés dans le secteur de l'électricité, durant la période 1974-1999, a enregistré une évolution annuelle de 17%, soit près de 1 milliard de dinars par an. Pour la période 2000-2007, un investissement moyen de 12 milliards de dinars par an a été enregistré, soit une hausse annuelle moyenne de 24%.

Photo : Samir Sid

Chakib Khelil, ministre de l'Energie et des Mines.

En outre, l'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires de Sonelgaz durant les périodes 1985-1999 et 2000-2007 est présentée. Elle démontre que le chiffre d'affaires est passé de 5 milliards de dinars en 1985 à plus de 25 milliards de dinars en 1999, soit plus d'un quintuplement. Ce même chiffre est passé de 27 milliards de dinars en 2000 à 117 milliards de dinars en 2007, soit plus d'un quadruplement.

Mines : une évolution positive

Abordant le secteur des mines, cette publication fait ressortir une évolution positive à partir des années 2000, avec un cadastre minier à fin 2007 de 2078 titres miniers en vigueur, soit un doublement du nombre de titres et autorisations minières (comparativement à toute la période antérieure à juillet 2001 : 950 autorisations).

Entre 2000 et 2007, le nombre de titres miniers octroyés par voie d'adjudication a connu une croissance notable, avec une moyenne de 102 sites octroyés annuellement. A la fin 2007, ces adjudications ont généré des recettes de l'ordre de 4 milliards de dinars versés au Trésor public.

Cette publication relève que 31 opérations de partenariat ont été concrétisées avec des sociétés minières étrangères. Le montant des investissements réalisés dans le cadre de ce partenariat s'élevait, en 2007, à 33 millions de dollars. Quant au chiffre d'affaires de la branche mines, il a évolué, en quadruplant, de 15 milliards de dinars en 2000 à 68 milliards en 2007.

C. B.

ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Sit-in devant la présidence

Les enseignants contractuels du secteur de l'éducation nationale ont organisé un sit-in devant le siège de la présidence de la République.

Vers 10h30, une dizaine de femmes professeurs sont apparues vêtues de tee-shirts blancs et sur lesquels était inscrite la principale revendication ,à savoir l'intégration.

Les jeunes femmes ont été invitées par le service de sécurité à rester sur le trottoir qui fait face au palais d'El Mouradia afin de ne pas gêner la circulation. Il s'agit de professeurs issus des différents cycles de l'enseignement national.

Quelques-uns exercent depuis plusieurs années au titre de contractuels remplaçants. A la question de savoir pourquoi il n'y avait que des femmes à ce rassemblement, il a été expliqué que la réponse coule de source. «Si la majorité sont des femmes, c'est parce qu'elles refusent de céder à des solutions qui touchent à leur dignité. Je ne peux pas vous en dire plus. Mais je pense que ma réponse est claire.» L'une d'elles a expliqué que la corporation a décidé de tenir ce sit-in dans le but de solliciter l'aide du premier magistrat du pays. «Tous nos efforts, toutes nos démarches administratives sont restées vaines». Les professeurs contractuels ont, par ailleurs, dénoncé le fait de vivre avec la hantise de ne pas voir le contrat renouvelé par les chefs d'établissement alors que certains cumulent une expérience professionnelle de plus de 5 années. Il a, en outre, été expliqué que ce contrat est dévalorisant pour un éducateur. La fonction mentionnée est «enseignant vacataire remplaçant». Le salaire qui correspond à ce grade est indigne, indique-t-on : 15 000 DA. Au sujet des concours d'intégration, il a été mentionné que ces derniers sont bloqués depuis plusieurs années. «L'année passée, nous avons été informés de la tenue d'un concours. Nous l'avons passé avec succès, seulement quelque temps après, le concours a été annulé par les services de la Fonction publique.»

L'autre problème posé est celui des enseignants titulaires d'une licence en sociologie d'éducation. Ces derniers ne peuvent pas accéder à ce concours. La raison invoquée est que ce diplôme ne cadre pas avec le secteur de l'éducation. Il a, par ailleurs, été expliqué que si la situation demeure bloquée, les enseignants vacataires sont prêts à entamer une grève de la faim. Il est à noter qu'aux environs de 12h30, d'autres enseignants (hommes) ont rejoint le mouvement social. Le sit-in s'est déroulé sans incidents.

N. M.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

La Gendarmerie nationale adopte un nouveau système d'information et de communication

Un système américain de communication et d'information sera introduit prochainement au niveau des unités de la Gendarmerie nationale de la capitale avant sa généralisation en 2010 à l'ensemble de ce corps de sécurité à travers le pays, a-t-on appris, hier mercredi, du colonel Abdelkader Kharroubi, chef d'état-major du commandement de la 5e Région de Constantine, à la faveur de l'organisation de portes ouvertes au palais de la culture Mohamed-Boudiaf d'Annaba.

Selon le colonel Kharroubi, un premier groupe d'officiers de cette institution nationale de sécurité a reçu une formation d'une année aux Etats-Unis pour s'imprégner de ce système, qui a prouvé son efficacité aux USA, dont l'objectif principal vise est d'associer les citoyens à la lutte contre la criminalité sous tous ses aspects.

Ce système consiste à mettre à la disposition de la population un numéro vert permettant une intervention rapide et efficace des éléments de la gendarmerie pour empêcher tout genre de crimes contre les personnes et les biens. Par ailleurs, et à la faveur de ces journées portes ouvertes, les éléments du groupement de la Gendarmerie nationale de wilaya d'Annaba ont enregistré durant le premier trimestre de l'année en cours, quelque 148 crimes et délits contre les personnes et 129 contre les biens en plus de 31 affaires liées aux bonnes mœurs et la saisie de près d'un quintal de drogue.

Pour faire face au grand rush des vacanciers durant la saison estivale 2008, ce groupement a pris les dispositions nécessaires afin de permettre aux vacanciers ayant choisi les plages d'Annaba de jouir pleinement de leurs vacances en toute quiétude.

A cet effet, il a mobilisé l'ensemble de ses éléments pour la surveillance des 18 plages autorisées à la baignade, la réglementation et la canalisation de la circulation routière au niveau des principales entrées de la ville à l'aide de barrages fixes et rondes mobiles nocturnes dans les endroits plus ou moins isolés pour prévenir tout acte répréhensible.

Le commandant du groupement d'Annaba, le lieutenant-colonel Barour Sahraoui, indiquera que ces mesures sont décidées dans un souci de prévention d'actes criminels et de limitation des accidents, déjà au nombre de 93 durant les quatre premiers mois de l'année 2008, et qui ont fait pas moins de 20 morts et 181 blessés avec le retrait de 1 248 permis de conduire.

Mohamed-Ali Khellaf